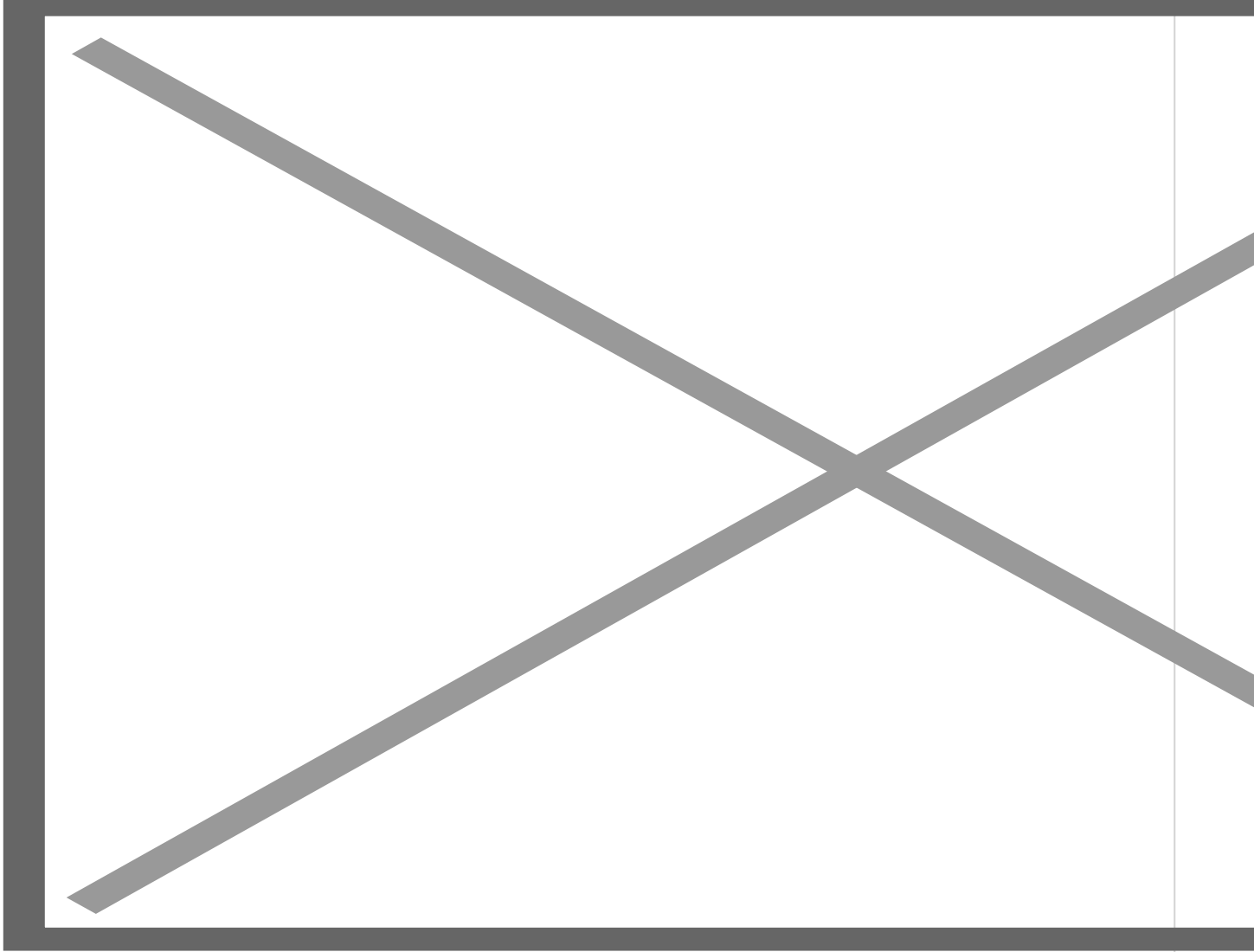


Bolivie: les artisans de la grève à Santa Cruz font face à des poursuites pénales

Image not found or type unknown



La Havane, 2 nov. (RHC)- Le gouverneur de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, et le président du Comité pro-civique de Santa Cruz, Rómulo Calvo risquent de faire l'objet de plusieurs procès en Bolivie pour incitation publique à commettre des crimes pendant la grève indéfinie qui maintient le département sous tension.

"Nous ferons en sorte que l'ordre constitutionnel soit respecté, toute situation qui va à son encontre comme celle qui se passe à Santa Cruz donnera lieu non seulement à des reproches mais à une revendication nationale et internationale", a déclaré la députée du Mouvement vers le socialisme (MAS) Betty Yañiquez lors d'une conférence de presse.

Elle a souligné que les actions de Camacho et Calvo, qui demandent que le recensement de la population et des logements soit avancé de toute façons à 2023, constituent des actes criminels.

Un autre député du MAS, Rolando Cuéllar, a confirmé qu'il avait déposé une plainte pénale auprès du ministère public contre les deux promoteurs de cette forme radicale de protestation.

Rolando Cuellar a décrit que les charges incluses dans son accusation sont les crimes d'instigation publique à commettre des crimes, d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de fonctions, de conspiration, d'attaques contre des biens et des transports publics.

Les autorités et les représentants des organisations sociales ont averti ces dernières semaines que la véritable intention du président du Comité Pro Santa Cruz, Rómulo Calvo, et de Luis Fernando Camacho est de "générer des conditions critiques de confrontation, de tension et de violence". Cet objectif a été confirmé dans une interview accordée par Romulo Calvo à la chaîne de télévision CNN des États-Unis, le 25 octobre.

La grève, qui a débuté le 22 octobre, a coûté la vie, dans la municipalité de Puerto Quijarro, au mécanicien soudeur Julio Pablo Taborga, qui a été matraqué à mort pour avoir revendiqué son droit au travail et à la liberté de mouvement.

Les jours suivants, des groupes paramilitaires subordonnés à Camacho et Calvo ont attaqué ceux qui réclamaient leur droit au travail, faisant plusieurs blessés graves.

Cependant, en réponse à la grève sélective qui touche les paysans, les syndicalistes et les travailleurs des transports qui dépendent de leurs revenus quotidiens, les organisations sociales représentant ces secteurs ont commencé à bloquer les routes de Santa Cruz.

Dimanche, des marches sont parties des quatre coins du département vers le centre de Santa Cruz avec l'exigence que le gouvernement Camacho démissionne ou se soumette à un exercice de rappel.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/303729-bolivie-les-artisans-de-la-greve-a-santa-cruz-font-face-a-des-poursuites-penales>



Radio Habana Cuba